

Paris, le 27 septembre 2012

2013 année noire pour les entreprises : plus de 64 000 défaillances

Dans son étude intitulée «**France : le changement c'est pour quand ? Quelle perspective pour la croissance française en 2013 ?**», Euler Hermes, leader mondial de l'assurance-crédit, livre ses scénarii macro économiques pour la France et dresse le bilan et les perspectives des défaillances d'entreprises.

- Pour 2012, Euler Hermes a revu à la baisse ses prévisions de croissance économique, avec un PIB attendu à +0,1% pour l'ensemble de l'année. Les défaillances d'entreprises devraient enregistrer une hausse de +3%, à 63 000 défaillances.

- Pour 2013, la société d'assurance-crédit propose deux scénarii. « *Dans notre scénario central, la croissance du PIB est attendue à +0,3%, avec un objectif à 3% de réduction du déficit public non atteint. En revanche, dans un scénario où l'ajustement serait trop rapide, la France ne pourrait éviter une récession, affichant ainsi -0,2%. Quelle que soit l'épaisseur du trait, le tissu industriel est déjà touché : en 2013, ce sont entre 64000 et 65000 entreprises qui feraient défaut* », commente **Ludovic Subran, Chef économiste du Groupe Euler Hermes**.

1. Relance budgétaire et consommation passent leur tour

La France a jusqu'ici évité une croissance négative depuis la crise 2008-9, contrairement à la plupart de ses voisins. La situation est loin d'être rassurante pour autant. L'économie française n'a toujours pas retrouvé son pic d'activité d'avant crise (1^{er} trimestre 2008). Elle est en quasi stagnation depuis 5 trimestres et n'a échappé que de justesse à un repli au deuxième trimestre 2012.

- Une dépense publique sous contrainte(s), même si les finances publiques profitent encore de la confiance des marchés

Si la France profite d'un coût de financement pour l'instant favorable, la balance primaire est encore loin de l'équilibre. Le bouclage budgétaire, au regard des expériences réussies d'ajustements, s'annonce à haut risque pour 2013. Dans notre scénario central, l'effort fiscal projeté est équilibré entre les différents acteurs économiques mais la croissance resterait limitée (+0,3%) et le déficit public serait plus élevé que la cible annoncée, à 3,5% du PIB. Un renforcement de l'effort fiscal dans le but d'atteindre l'objectif budgétaire pousserait l'économie en récession (-0,2%). A contrario, un choc de compétitivité à l'avantage des entreprises, notamment celles exposées à la concurrence internationale, pourrait porter la croissance à +0,9% ; malgré une zone euro toujours sous pression.

- Le relais demande des ménages est significativement mis à l'épreuve

La consommation ne progresse qu'en valeur et plus en volume depuis plusieurs trimestres. La dégradation du marché de l'emploi, la rapide décélération des salaires, l'absence d'un véritable reflux de l'inflation et les anticipations de hausse des prélèvements fiscaux sont autant de facteurs de freins. L'absence d'un choc de confiance des ménages circonscrit le repli récemment observé du taux d'épargne, dernier levier de croissance de la consommation à court terme.

2. Redynamiser l'investissement et le commerce extérieur, le vrai enjeu

- En 2013, le déficit du commerce extérieur se résorberait légèrement à 65 milliards d'euros

La demande adressée à la France serait en nette décélération en 2012 (proche de +1% d'augmentation par rapport à 2011) et ne se redresserait que légèrement, affichant un rythme de progression de +4% en 2013, avec une croissance mondiale en rebond limité (+2,8%, après +2,5% en 2012). « *Le commerce extérieur de la France est doublement fragilisé. D'une part, par un manque de franche reprise des débouchés à moyen terme ; d'autre part, par une question de positionnement et de compétitivité-prix* », commente **Ludovic Sénécaut, président du directoire d'Euler Hermes France**.



- Un besoin d'investissement au point mort

La production industrielle est retombée à un plus bas depuis 1998 et les carnets de commande ne montrent aucun signe de retournement à un horizon six mois. Le potentiel de croissance de l'investissement apparaît limité notamment au regard de l'évolution de la productivité et des dépenses de R&D. « À court-terme, stimuler l'investissement semble cause perdue : l'imposition des bénéfices aura au mieux un effet marginal. Le facteur limitant reste l'anticipation d'un choc de rentabilité par manque de débouchés. S'ajoute à cela une problématique propre aux PME : elles restent toujours limitées dans leurs choix de financement », commente **Ludovic Subran**.

3. Des entreprises et des secteurs sous pression

- Entreprises : l'évolution du chiffre d'affaire prend un virage dangereux

Les perspectives d'évolution de chiffre d'affaires des entreprises françaises sont mal orientées pour l'ensemble de l'année 2012, avec une forte décélération côté PME/PMI et une contraction côté grandes entreprises. L'année 2013 ne permettrait qu'une stabilisation. Dans ce contexte les écarts de rentabilité resteront toutefois majeurs entre secteurs d'activité. « Les secteurs qui tirent leur épingle du jeu sont l'industrie agroalimentaire et la chimie, plus internationalisés et diffusés dans l'économie ; a contrario, les secteurs à la traîne sont les équipementiers automobiles impactés par la chute du marché automobile, la construction avec un retournement à la baisse des mises en chantier et le transport aérien », commente **Ludovic Subran**.

- 2013 pourrait être l'année d'un record historique en termes de nombre de défaillances

Euler Hermes a noté un repli modéré de la sinistralité au 1^{er} semestre 2012 à -0,5%. « Cet état de grâce, c'est-à-dire la baisse de la sinistralité avec une croissance nulle, n'aura été que de courte durée. Les défaillances ont en effet augmenté de +7,6% sur les trois derniers mois à fin août 2012, note **Ludovic Subran**. « Nous prévoyons une augmentation des défaillances de +3% en 2012, puis +2% en 2013. À l'export, notre mesure du risque de défaillance chez nos principaux partenaires commerciaux afficherait une augmentation de +10% en 2013, avec une Europe du sud particulièrement sinistrée » ajoute **Ludovic Sénécaut**. « Par ailleurs, en France, le premier semestre 2012 aura été marqué par la taille du chiffre d'affaires cumulé des 15 plus grandes défaillances. Ce dernier s'établit à près de 7 milliards d'euros, soit déjà trois fois plus que celui de l'ensemble de l'année 2011. Si l'on envisage un scénario dégradé de croissance zéro en France pour 2013, il s'agirait alors d'un record historique en nombre de défaillances, à plus de 65 000 », conclut-il.

Contacts presse :

Euler Hermes France – Anne-Laure Dodero
01 84 11 54 00
anne-laure.dodero@eulerhermes.com

Ogilvy PR - Lorenzo Ricci
01 53 67 12 83
lorenzo.ricci@ogilvy.com

Toutes nos informations sur : www.eulerhermes.fr

N°1 de l'assurance-crédit en France, **Euler Hermes France**, filiale du groupe Euler Hermes, contribue au développement rentable des entreprises en garantissant leur poste clients. Sa mission est de prévenir le risque clients en France comme à l'international, de recouvrer les créances impayées et d'indemniser les pertes subies.

Euler Hermes est le leader mondial de l'assurance-crédit et l'un des leaders de la caution et du recouvrement de créances commerciales. Avec plus de 6 000 salariés présents dans plus de 50 pays, Euler Hermes offre une gamme complète de services pour la gestion du poste clients et **a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 2,27 milliards d'euros en 2011.**

Euler Hermes a développé un réseau international de surveillance permettant d'analyser la stabilité financière de plus de 40 millions d'entreprises. Au 31 décembre 2011, le groupe garantissait pour 702 milliards d'euros de transactions commerciales dans le monde.

Membre du groupe Allianz, Euler Hermes est coté à Euronext Paris. Le groupe est noté AA- par Standard & Poor's.

[w www.eulerhermes.fr](http://www.eulerhermes.fr)

Membre d'Allianz 